

le libertaire

Fondateurs : Louise MICHEL et Sébastien FAURE
ORGANE FÉDÉRAL DU MOUVEMENT LIBERTAIRE

Rédaction-Administration : 145, Quai de Valmy, PARIS 10* — C.C. Postal : Louis HAAS, n° 3585-80, 145, Quai de Valmy, Paris (10*)

Conscience d'hier et Voulours de demain

La grande Victoire du Fascisme

Nul ne peut ignorer que la presque totalité du territoire français est libérée des baïonnettes allemandes et que, dans ce pays, le fascisme est abattu. On nous le dit assez tous les jours, de même qu'on nous assure que la liberté fait place maintenant à l'oppression, pour que nous en soyons tous convaincus.

Nous aimerions pouvoir souscrire à de telles affirmations, mais la réalité nous commande la plus expresse réserve quant à l'authenticité de leur contenu.

A la condition d'être débordant d'un candide optimisme, il pouvait être permis d'espérer qu'une fois le soldat hitlérien disparu, les prisons verraient diminuer le nombre de leurs pensionnaires et que la liberté d'expression ne serait plus un vain mot. Que l'ouragan de « libération » qui souffla sur la France il y a quelques mois ferait bon marché des pratiques ou institutions qui contraindraient trop longtemps au refoulement les aspirations naturelles tendant vers une vie plus libre ; que les multiples vexations policières qui existaient déjà sous la III^e République et furent aggravées par Vichy allaient quelque peu diminuer à l'aurore de la nouvelle Marianne.

Naïvement, on aurait pu croire également que les immatriculations de toutes sortes et les « encartages » connaîtraient un certain assouplissement ; que le citoyen pourrait plus facilement aujourd'hui qu'hier disposer de lui-même sans s'exposer à des délits dont la multiplicité et le ridicule rendent l'existence impossible et que dame Thémis interviendrait moins souvent dans nos affaires. Que des mesures sociales viendraient faire place à une législation rétrograde dont le peuple n'a que trop souffert.

Où en sommes-nous de tant de belles promesses faites jadis à la radio et dans la presse clandestines ?

Les prisons sont toujours largement pourvues de détenus dont le lampiste constitue l'élément le plus nombreux.

Les effectifs de la police ont été considérablement renforcés et les vexations policières sont pour le moins aussi répétées qu'au cours de ces dernières années. C'est pour notre carte d'alimentation, pour une déclaration mal libellée, pour une identité incomplète. C'est pour des victuailles que vous transportez pour assurer la subsistance des vôtres, pour un journal que vous répandez et qui n'est pas au goût du jour. C'est pour ceci, et encore pour cela ! Et les mailles du filet se resserrent à ce point que le plus civique des contribuables a bien du mal à passer au travers.

L'antisémitisme, officiellement aboli, ne l'est pas encore dans les faits. Et, incontestablement, il a marqué des points au sein de la masse française, qui n'a su échapper totalement à l'emprise néfaste de la propagande nazie.

Ainsi donc, toutes les manifestations du fascisme se donnent libre cours. C'est l'assujettissement complet de l'individu aux autorités constituées. Dans une France dite libérée, le peuple n'est pas libre ! Mais le plus grave n'est point qu'on ne laisse pas au peuple cette liberté qu'il se doit de conquérir ou de sauvegarder, mais qu'il subisse sans mot dire tant d'atteinte à son droit de vivre.

Il semble bien que le fascisme, après avoir franchi les frontières, les lignes de défense et les océans, ait atteint ce qu'il eût fallu qu'il n'atteignît jamais : le cerveau et le cœur de l'homme.

L'esprit d'acceptation de tant de mesures et de pratiques dégradantes, voilà la grande victoire du fascisme !

Nous n'en faisons plus seulement ici — du fascisme — un phénomène d'ordre économique, mais aussi un fait psychologique. Oui, le fascisme est bien à l'intérieur.

Avec plus de violence et d'ampleur que jamais, la guerre persiste. De nouvelles générations sont successivement jetées dans le creuset d'où sortira ce que le langage usuel nous fait appeler la paix, mais qui ne sera, en fait, qu'une trêve entre les impérialismes fatigués et un répit laissé à des peuples à bout de souffle.

Des pays entiers sont vidés de leurs forces créatrices, d'autres les prodiguent encore ; cependant que des conférences, des accords, des missions diplomatiques se succèdent, accomodant tristement le présent et « préparant » l'avenir avec non moins de cynisme.

Et pendant ce temps, aux abords ou au loin des champs de bataille, — comme si dans le fracas des armes l'humanité ne payait pas assez cher son inconscience, — règnent la misère et la faim.

Après six mois d'attente, rien de ce qu'un peuple opprimé, affamé, privé de tout, — sauf de l'espoir dont il se nourrit, — avait naïvement espéré ne se réalise. Certes, il y a comme raisons le conflit qui persiste, les destructions, les impossibilités. Constatons, après tout le monde, la misère des grandes villes, le manque d'approvisionnement, la maladie plus généralisée que beaucoup n'osent le dire tout haut, est un lien commun. Contre de tels fléaux, d'aucuns luttent — ou pour le moins s'insurgent — spectaculairement ou silencieusement. Combien, par contre, manquent de lucidité ou d'honnêteté pour en arriver à cette conclusion !

Comment peut-il être admis que des villes, des régions entières soient sous-alimentées, que des enfants — ces victimes des graves erreurs de leurs aînés — manquent de lait ? Cela malgré que des plans cohérents de transport aient été présentés parfois sans démagogie avec la seule pensée de l'intérêt commun. On ne devrait plus voir la majorité des secteurs de l'opinion publique demeurer passive, indifférente à l'inertie — ou à la complicité — des organismes responsables et ne pas s'insurger contre la mise sous le boisseau des mesures de justice sociale les plus élémentaires.

Le chef du gouvernement provisoire a souligné récemment « l'état où nous laissons l'abominable marée et l'étendue de l'effort de reconstruction et de renouvellement que s'impose pour de longues années » la nation française ». Mais il constate aussitôt que « malgré que beaucoup de bonnes volontés, de dévouements, de comptéances soient à l'œuvre, il persiste des méthodes et des procédés dont la lourdeur passée s'est accrue de celles qu'y ajoutaient les fausses réformes de Vichy ». Dans ces constatations nous retrouvons les nôtres propres. Mais il convient d'ajouter encore : malgré les mesures de nationalisation officiellement annoncées, malgré les « socialisations » envisagées (partis socialiste et communiste), il reste à commencer la lutte, non seulement contre les trusts — qui n'en ont pas été atteints — mais contre le capital sous toutes ses formes, que tous les

bâtisseurs à la petite semaine oublient toujours d'associer à l'Etat.

Alors que les fameux « conseils consultatifs d'entreprise » ne touchent aucunement à l'autorité patronale, la nationalisation accorde à l'Etat un pouvoir de tous les instants. C'est aujourd'hui, après que le secteur ouvrier de la résistance, ayant rendu d'immenses services aux classes possédantes de ce pays, n'est plus, pour ces derniers, qu'un créancier qui demande à être payé, que tombe le voile hypocrite des bourgeois cocardiers et « démocrates ». La trame de cette formidable escroquerie morale et matérielle apparaît au grand jour. Mais, en supposant même que les fameuses réformes promises aient été réalisées — ce en quoi nous n'avons jamais cru, — le problème économique-social n'était pas résolu pour cela, car l'exploitation ne faisait que changer d'aspect, mais elle n'en était pas moins réelle et dévastatrice.

La seule mesure qui s'impose pour le bien actuellement possible est la gestion de la production par les organisations syndicales ouvrières. Elle seule mettra fin au gaspillage, au favoritisme et au parasitisme, que toutes les nationalisations ou « socialisations » étatisées n'empêcheront jamais. Par voie de conséquence, désaffectement immédiat des comités dits d'organisation — ou de ce qui en subsiste — et des organismes incapables. Suppression des prérogatives dont usent les rois du négoce, de la transaction et remise de la répartition et de la distribution aux organismes de consommateurs.

Mais de telles solutions supposent avant tout de la résolution, de la volonté chez ceux qui subissent tous les méfaits de l'exploitation. Et cette pensée qu'un peuple ne peut avoir que ce qu'il sait VOULOIR ranime en nous le souvenir de l'immortelle Commune de Paris, qui se manifesta dès le 18 mars 1871, il y a soixante-quatorze ans. La bourgeoisie, qui s'était montrée aussi lâche avec les Prussiens que sous l'Empire, s'enfuit devant la colère du peuple de Paris. Elle fuyait, partageant avec l'ignoble Thiers le secret espoir de revenir bientôt pour l'écraser, ce peuple qui prenait, devant le monde, une éclatante conscience de lui-même.

Et pendant trois mois il a vraiment pris conscience de lui-même. Les travailleurs ont su montrer le courage, l'abnégation, le sens de l'organisation dont est capable un prolétariat décidé, bien que nos édiles considèrent la masse livrée à elle-même comme inapte aux grandes réalisations.

Et si l'on veut parler de « résistance à l'oppression », on peut citer celle des communistes comme la plus caractéristique, car ils ne s'en prenaient pas seulement à la puissance économique, mais aussi au pouvoir politique, à l'autorité de l'Etat. Puisse leur mémoire ramener à une plus saine compréhension de la réalité tous ceux qui se sont laissés séduire par un verbiage subtil dont usent ceux qui s'imaginent être venus au monde pour « diriger les foules » !

Le LIBERTAIRE.

Après la Conférence de Yalta ?

Si la diplomatie secrète était morte, cette conférence se serait chargée de la ressusciter.

Que de mystères ! Mystère, le départ des Trois ; mystère, la non invitation de la France ; mystère, l'arrivée de M. Hopkins ; mystère encore, la durée même des discussions, pour en arriver, enfin, au coup de théâtre de Gaulle-Roosevelt. Tout cela, en effet, a été recouvert du manteau couleur de murallie...

Et pourtant, qu'y a-t-il de mystérieux dans le partage du monde ? Le général de Gaulle n'a-t-il pas dit : « Chaque nation combat pour son intérêt propre. » ? Alors, pourquoi se cacher ? La guerre en Europe tire à sa fin. L'Allemagne a perdu. Il est temps d'envisager le nouvel équilibre des forces et de régler le sort du vaincu. Les offensives combinées ont été mises au point, mais la guerre en Europe n'est qu'une partie du problème et, comme les intérêts dans le Pacifique sont également en jeu, il va falloir prendre position. La Russie, pour avoir son mot à dire en Extrême-Orient, va-t-elle entrer en guerre avec le Japon ? C'est probable, car la position des Syndicats russes à la Conférence mondiale de Londres semblerait donner une indication dans ce sens. Quant au Japon, soucieux de ne pas tout perdre, il aurait lancé des ballons d'essai en vue de connaître le sort qui lui serait fait s'il abandonnait la partie. Les Etats-Unis, loin d'arrêter la production de guerre, semblent, au contraire, la pousser et le pacte franco-soviétique paraît prendre date dans cette orientation car, pour la France, c'est surtout en raison de son effort de guerre que ses revendications seront prises en considération.

Dans l'ordre de la sécurité, la Conférence de Dumbarton-Oaks n'avait pu mettre les Etats alliés d'accord ; les Cinq Grands constituaient le Conseil supérieur qui déciderait, en cas d'agression, de la paix ou de la guerre, entraînant par là même les petites nations dans le conflit. L'important était de savoir si l'unanimité de vote devait être prise ou si la majorité suffisait. La Russie penchait pour l'unanimité. A Yalta, on a tenu compte du principe de majorité pour les petites puissances, mais la décision finale, qui appartiendra aux Cinq Grands, ne pourra être prise qu'à l'unanimité. En fait, la décision finale restera entre les mains des mêmes Cinq. Mais si, demain, une agression provenait de l'une des grandes puissances, se condamnerait-elle elle-même ou reprendrait-elle sa liberté, entraînant dans sa décision une alliée ou une amie ?

De tout cela découle la nécessité de rester forts afin d'avoir des alliances solides. Un jour viendra où l'Allemagne ne restera plus exclue ; elle prendra place dans le concert européen. On peut admettre que, à ce moment, elle ne manquera pas de soupirants et il est à craindre que les nécessités de gouvernements forts, à politique énergique, ne nous donnent un tour par des politiciens retors se servant

MOUVEMENT LIBERTAIRE FÉDÉRATION PARISIENNE

A la veille de la campagne électorale, nous vous convions à assister à la

GRANDE CONFÉRENCE Publique et Contradictoire

sur

QUE DOIT-ON ATTENDRE DES ÉLECTIONS ?

qui aura lieu le **VENDREDI 6 AVRIL**, à 20 h. 15 très précises,

Salle de Géographie, 184, Bd Saint-Germain

Métro : Saint-Germain-des-Prés et Bac.

d'une personnalité momentanément populaire. Le boulangisme n'est pas si lointain qu'on ne puisse s'en souvenir...

Dans l'ordre économique, nous sommes loin des internationalisations des matières premières. Le pétrole du Moyen-Orient reste toujours en jeu, gros de conséquences, et les U.S.A. semblent bien placés vis-à-vis des princes arabes. De plus, la détention de l'or et des matières premières par les Américains permet, dans l'immédiat, une politique de puissance interdite aux autres. Et ce n'est pas là tout. Le bassin rhéno-westphalien sera sans doute placé sous mandat international, car, géologiquement, il constitue le complément naturel du bassin lorrain et que la nation qui en serait maîtresse tiendrait entre ses mains une source très importante de puissance et de concurrence économiques dans le domaine de la sidérurgie. Et, là encore, l'Angleterre et les Etats-Unis sont en compétition.

Parmi les mécontents des décisions prises à la conférence, on peut nommer, outre la France, la Belgique et la Hollande. Ces puissances sont inquiètes et recherchent des échanges de vues afin de garantir leur indépendance politique et économique. Mais c'est surtout les neutres qui doivent retenir notre attention, qui sont les derniers pions à placer sur l'échiquier avant le grand coup. Un vent belliqueux a soufflé sur certains d'entre eux, car on sait que la Conférence de la Paix ne sera pas ouverte aux neutres. Or, si la question des Détroits intéresse la Turquie, elle n'est pas, non plus, indifférente à l'Angleterre et à la Russie dont la politique traditionnelle a été la porte ouverte sur la Méditerranée où elle a toujours trouvé en face d'elle l'Angleterre. Mais si la Turquie est amie avec la Russie, elle est alliée avec l'Angleterre. La Suède et la Norvège, fortement influencées par les Etats-Unis et l'Angleterre, doivent aussi compter, par suite de l'éviction de l'Allemagne du bassin de la Baltique, avec la Russie et la nouvelle Pologne et mener avec elles, momentanément, la politique du bout de chemin. Le Portugal, lui, est l'allié de l'Angleterre depuis cent cinquante ans. Pas de surprise à prévoir de ce côté, mais, par contre, en Espagne, la lutte sera chaude : Gibraltar ferme, à l'ouest, la Méditerranée avec, vis-à-vis, Tanger, ville internationale enclavée en plein Maroc espagnol, et une révolution en Espagne pourrait changer bien des choses, car la Russie seule, en 1936, a donné une aide matérielle à la République, et cette dernière, quand elle reviendra, n'aura l'oreille ni de Londres, ni de Washington. On y préférerait, en effet, une concentration nationale Maura-Barrio qui éviterait bien des choses et donnerait des apaisements au démocratique et intransigeant M. Roosevelt. En cas d'échec de la combinaison, il y a encore le plébiscite du successeur légitime d'Alphonse XIII, don Juan, dont les attaches sont bien connues.

Les impérialismes se donnent donc libre cours et la Charte de l'Atlantique, qui n'est qu'un guide et non un code (Churchill dixit), entre tout doucement dans l'histoire. Les arguments contre un agresseur possible, alors que l'Allemagne (désignée jusqu'à ce jour comme seul pays agresseur) est en voie de disparaître, nous donnent à penser que l'on envisage déjà une future agression. Mais de qui donc ? Après le militarisme allemand de 1914, le nazisme allemand de 1939 (qu'on pouvait, peut-être pas facilement, mais qu'on pouvait étouffer dans l'œuf), va-t-on attendre 1965 pour nous désigner comme ennemi l'impérialisme ? Le monde ouvrier va-t-il reprendre à son compte cette paix qu'on lui prépare ? A Londres, 50 millions d'ouvriers ont été représentés ; ils s'opposent à toute amputation de l'Allemagne, à l'est comme à l'ouest, mais ce n'est là qu'un faible indice de retour à une politique ouvrière internationaliste. Cependant, la force que les organisations syndicales mondiales représentent est telle qu'une politique identique de combativité prolétarienne appuyée sur ces forces ferait de ce faible espoir une possibilité réelle. Car nous restons, ici, irrédutiblement attaché à ce principe : ce ne sont pas nos maîtres qui peuvent faire notre bonheur, mais nous seuls, parce que nous seuls connaissons le prix dont ils nous le feraient payer.

Post-scriptum. — Notre article ayant été rédigé le 28 février, nous avons voulu le publier sans tenir compte des changements rapides qui se sont produits depuis sa rédaction afin de permettre à nos camarades d'étudier en même temps que nous les positions que nous avions prévues et de leur donner ainsi l'occasion de vérifier notre analyse des faits.

Diffusez

Le Libertaire

Qu'est-ce que le Mouvement Libertaire

Le « MOUVEMENT LIBERTAIRE » est l'émanation des deux courants libertaires qui existaient avant cette guerre : l'Union Anarchiste (U. A.) et la Fédération Anarchiste de langue française (F. A. F.).

C'est sous l'occupation hitlérienne, dans la clandestinité, que s'est constituée la nouvelle organisation.

Nous sommes heureux de pouvoir affirmer aujourd'hui que cette unité organique tant souhaitée, au sein de laquelle toutes les tendances de l'anarchie ont leur place, est pleinement réalisée.

Il en résultera une unité de vue et un ensemble dans l'action, qui faciliteront beaucoup la tâche de tous.

Nous attendons beaucoup de la création du « MOUVEMENT LIBERTAIRE ». Et le lecteur en récoltera, lui aussi, tous les bienfaits.

Pour vous joindre à nous

Que ceux des nôtres qu'il ne nous a pas été possible de toucher et qui le seraient par ce journal nous écrivent.

Que ceux qui, bien que n'ayant encore jamais milité dans nos rangs, voudraient se joindre à nous, nous écrivent également.

S'ils ne connaissent aucun groupe dans leur localité ou région, nous les mettrons en rapport avec ceux dont ils sont géographiquement le plus rapprochés.

C'est par le canal de ces groupes qu'ils recevront les renseignements nécessaires.

Pour toutes adhésions ou demandes de précisions, écrire :

MOUVEMENT LIBERTAIRE
145, Quai de Valmy, Paris (X^e)
C.C.P. Laurant 589-76 Paris

Pour prendre note

Nous les prions également (cela pour faciliter notre comptabilité) de respecter la distribution des C.C.P. :

Fédération Nationale, Entr'aide : Laurant C.C.P. 589-79, 145, quai de Valmy, Paris (10^e) ; Libertaire-Lien-Haas C.C.P. 3585-80, même adresse ; Maison d'édition, Rachel Lantier C.C.P. 4-176-85, même adresse ; S.I.A. (région parisienne) Le Bot C.C.P. 41-76-57, 23, rue des Bourguignons, Epinay-sur-Seine (Seine).

Nous demandons à nos amis de bien vouloir noter au dos des mandats ou chèques la destination des fonds qu'ils nous adressent.

Aux hasards du Chemin

Impressions de Music-Hall

Dans bien des cas, les gouvernés ont tort de se plaindre des gouvernements, car ils font ce qu'ils peuvent pour le bien public. Avec une continuité de vue qui ne se dément pas depuis deux mille ans. A cette époque, les Romains, fatigués de faire la guerre aux Barbares, réclamaient à César du pain et des jeux de cirque. Et ça n'est certes pas une aspiration si bête que de vouloir casser la croûte et de se distraire un brin.

C'est pourquoi, s'inspirant de la sagesse antique, les dirigeants actuels ont fait un gros effort.

Pour le pain, c'est résolu. On la saute ! Et avec l'espoir de sauter longtemps.

Quant au spectacle, c'est du soigné. Merveilleux ! Et pour rigoler, il y a de quoi rigoler ; on ne sait pas à quel moment ; mais tout de même pour du burlesque, c'est du burlesque. Ça commence d'abord par un drôle de pacte de non agression ; puis ça continue par une drôle de guerre ; une drôle de défaite et des intermèdes nombreux. « Maréchal, nous voilà ! » « Montoire, me voici ! »

De là, on passe à la comédie italienne. Le rideau se lève sur un polichinelle tonitruant. « Pour Hitler ! une, deux ! » Le coup du crochet, crac, ça y est, kidnappé l'individu. « Contre Hitler ! une, deux ! »

Et le spectacle continue, toujours drôle. Entrez voir, messieurs et mesdames !

Vous verrez la Grèce libérée. Et le Grand Turc ! « Vous n'avez rien à déclarer ? » « Si, la guerre ! » « Mais je ne la déclare que pour avoir la paix ! » La Pallice avait du bon.

Allons, entrez ! Entrez dans le camp des démocraties. Voici l'Arabie séoudite, le Liban, la Syrie ! Et l'Egypte en guerre défensive. Aux dernières nouvelles, l'Allemagne déclare la guerre à l'Allemagne !

Prestidigitation, illusion, tout est très bien. C'est du grand art.

Mais de grâce, une petite entr'acte, s'il vous plaît, messieurs de la scène diplomatique. Car, à force d'ordres du jour, de contre-ordres de nuit, les figurants du théâtre des opérations n'y comprendront plus rien. S'imaginant peut-être qu'on joue à pile ou face, ou qu'on doit chercher l'adversaire à Colin-Maillard, ils pourraient bien finir par la trouver moins drôle !

Errare humanum est

Un sous-marin américain dans le Pacifique torpille deux navires de guerre également américains, dont un de 14.250 tonnes. Une escadrille de bombardiers anglosaxons bombarde Calais, en se figurant que c'est Dunkerque.

En échange, on n'annonce aucune erreur dans le rationnement du mois de mars... Ceci compense cela.

Qui ne travaille pas

ne mange pas..



Le vieil Hugo, dans « Notre-Dame de Paris », nous en a fait toute une tirade. Quel est le prince de la plume capable de nous expliquer la formule : « Qui ne mange pas... ne travaille pas. » ?

Parce que, entre nous soit dit, il n'y a que la « machine » humaine qui soit capable de produire sans être alimentée. Essayez donc de mettre en marche une locomotive sans garnir la chaudière, et vous m'en direz des nouvelles !

Liberté de la presse

« La Croix », qui a paru pendant toute l'occupation, reparait. Il est vrai que, dans les hautes sphères, le vin de messe coule à pleins bords. « La Dépêche », nouveau journal, regroupant les radicaux pelletanistes, vient d'être créé, au moment où « Le Monde » (4 pages) annonce que, dans un mois, pour le papier, le problème sera aussi « crucial » que pour le charbon.

En échange, « L'Humanité » proteste parce que « La Voix de l'Est » n'est pas autorisée à paraître.

Nous pourrions peut-être en citer d'autres...

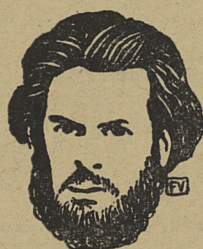
Découverte ou aveux... spontanés ?

A propos de la « répartition des biens entre les classes sociales » et sous le titre : « Dilemmes économiques », nous lisons dans un quotidien :

« Pendant les trois premiers quarts du dix-neuvième siècle, l'Angleterre d'abord, la France ensuite, ont affamé leur classe ouvrière ; seule, une gigantesque exploitation du travail a permis l'accumulation des capitaux qui ont construit les chemins de fer, créé la grande industrie de l'Europe occidentale. Et si, plus tard, la condition des masses a pu être relevée, c'est grâce à l'extension de la production, fruit de cet équipement formidable. Il fallait que deux générations d'ouvriers fussent réduites à la misère (à quelle misère, Engels et Villermé nous l'ont conté !) avant qu'un bond pût être fait hors du cercle infernal de la loi d'airain des salaires.

Est-ce dans l'« Humanité », dans le « Populaire », dans la « Vie Ouvrière », dans « Libertés » ou dans « Combats », que nous lisons ces lignes qui, malgré leur vérité historique, auraient, dans ces journaux, un petit air lieu-commun ? Non, c'est dans le grave « Le Monde » du 15 février.

EUGÈNE VARLIN



Eugène VARLIN
par Félix Vallotton.

Parmi toutes les figures qui illustrèrent le mouvement d'émancipation prolétarienne, en est-il une plus pure que celle d'Eugène Varlin ? Nos adversaires eux-mêmes le reconnaissent. Aussi avons-nous pensé, bien que l'anniversaire de sa mort héroïque ne tombe que dans trois mois, de nous entretenir de lui en cette seconde quinzaine de mars qui ouvre la série des anniversaires de la COMMUNE. Cet « oublié », cet inconnu « dont la classe ouvrière ignore jusqu'au nom », ainsi que le déplorait la « Vie Ouvrière » de Monatte en 1913, ne l'est plus tout à fait. Cependant, gageons que les quelques lignes qui suivent le révéleront à certains, le feront mieux connaître à d'autres et, dans leur sécheresse biographique, donneront à tous le sentiment de l'importance de celui dont Lissagaray a écrit dans son « Histoire de la Commune de 1871 » : « Ce mort-là est tout aux ouvriers ! »

Il est né le 5 octobre 1839, à Claye-sur-Marne, où son père était ouvrier agricole. Il vient à Paris à 13 ans et, d'abord chez son oncle, puis dans d'autres maisons, il apprend le métier de relieur, et à 25 ans il est contremaître. (Cette précision pour montrer sa maîtrise dans son art.) Puis, pour mieux mener de front son activité syndicale et politique, il travaillera chez lui. Mais, parallèlement à son apprentissage, il s'instruit. Il suit les cours de l'Association philotechnique : cours de français, de géométrie, de comptabilité, et reçoit prix et mention. Il prendra même

avec son frère, des leçons de latin, puis étudiera le droit, surtout la partie qui concerne les sociétés civiles.

Et, bientôt, s'étant ainsi donné des bases solides, il prend une part active à la lutte sociale qui, sous le Second Empire, donna la forme de l'action ouvrière moderne. Voici les dates principales et les faits essentiels de sa vie de militant. En 1857, il est un des fondateurs de la Société des relieurs. Il a 18 ans. En 1861, il est de la commission qui désigne les délégués ouvriers relieurs qui participeront à l'Exposition internationale de Londres et est un des rédacteurs du rapport au retour de la délégation, rapport dans lequel on trouve cette phrase essentielle :

« Ce dont nos camarades doivent bien se pénétrer, c'est qu'ils n'obtiendront jamais rien tant qu'ils s'abstiendront à demeurer isolés. » En 1864, il organise la grève des relieurs ; en 1865, membre de la Première Internationale, il est un des quatre délégués français à la Conférence de Londres ; en 1867, il devient membre du bureau de la section française de l'Internationale et, la même année, il est l'un des cinq délégués à l'Exposition universelle. C'est lui qui, en 1868, poursuivi dans le procès fait aux membres de la deuxième commission de l'Internationale, présente la défense des inculpés. Détachons-en ce court passage : « Une classe qui a été l'opprimée dans toutes les époques et sous tous les règnes, la CLASSE DU TRAVAIL, prétend apporter un élément régénérateur à la société. Lorsqu'une classe a perdu la supériorité morale qui l'a faite dominante, elle doit se hâter de s'effacer. » En 1869, il est le secrétaire et la cheville ouvrière de la Chambre fédérale des Sociétés ouvrières de Paris, première « Union des Syndicats ». Et, enfin, de 1869 à 1870, tant pour l'Internationale que pour la Chambre fédérale et la Société des relieurs, il ne cesse de se dépenser sans compter, en voyages, en démarches,

en correspondance. Il est condamné à nouveau, au printemps de 1870, à un an de prison et se réfugie à Bruxelles. La guerre éclate. Il rentre en France et s'engage dans la Garde nationale. Il est élu à l'Assemblée Nationale, fait partie du Comité central, puis de la Commune, qui le nomme, avec Jourde, délégué aux Finances. Il s'occupera aussi du ravitaillement. Puis c'est la Semaine sanglante. Il ira de barricade en barricade, en combattant, jusqu'à ce banc de la place Cadet où, épuisé, il s'assied, le dimanche 28 mai 1871. Reconnu par un prêtre qui le dénonce, il est arrêté et, après une marche épouvantable, le long de la Butte Montmartre, au milieu des outrages, des huées et des cris de mort d'une foule abjecte, il est conduit rue des Rosiers et fusillé. Le lieutenant Siere, qui commande le peloton, lui déroba sa montre et les « exécuteurs » se partagèrent les 248 francs qui constituaient la fortune de celui qui, délégué aux Finances, avait manié, pendant les trois mois de la Commune, des sommes considérables.

Ces notes, dans leur sécheresse, suffisent pour situer cet homme qui, comme l'écrivirent plusieurs de ses biographes, fut : LE MILITANT.

Bibliographie sommaire. — E.-E. Fribourg : « L'Association internationale des Travailleurs », Paris, 1871, et « Les Procès de l'Internationale », Paris ; Lissagaray : « Histoire de la Commune de 1871 », Paris, Librairie du Travail (nouvelle édition) ; « Eugène Varlin », numéro spécial de « La Vie Ouvrière », 5 mai 1913 ; Edouard Dolléans : « Eugène Varlin » et « Histoire du mouvement ouvrier », tome I, Paris ; Maurice Foulon : « Eugène Varlin, relieur et membre de la Commune », Clermont-Ferrand, 1934.



L'Ordre et l'Unité :

En temps de paix et de prospérité du régime démocratique, le gouvernement tolère les luttes de partis comme turbulences sans danger pour l'ordre intérieur du pays. Mais qu'il se mêle à ces rivalités politiques des remous sociaux, automatiquement nous voyons intervenir les forces de coercition. Enfin, en période de guerre extérieure, le mot d'ordre est à la paix sociale, l'union sacrée, l'unité à tout prix.

Il est normal que la bourgeoisie, qui défend son existence et ses privilèges, jette son anathème sur les fauteurs de troubles et les secteurs révolutionnaires. Il est normal que l'Etat-Major, qui défend les intérêts impérialistes de son propre pays, exige la marche au pas, l'obéissance au doigt et à l'œil. Nous estimons que les puissances établies sont bien dans leur rôle de protectrices du régime quand elles développent à tous les niveaux de la structure sociale et des organismes d'Etat le dogme de l'Union, la mystique de l'Unité.

Par contre, il convient que les masses travailleuses s'étonnent et ouvrent l'œil si les exhortations à l'unité leur viennent d'hommes, de groupes ou d'organismes dont le rôle initial fut la défense de leurs intérêts, dont le but suprême fut la suppression de la condition prolétarienne.

Ce désir d'union est d'autant plus suspect qu'il vient souvent de ceux qui manifestaient autrefois le plus d'intransigence. Nous commençons à nous habituer aux « mains tendues » ; jusqu'alors, elles étaient une recherche d'appui du côté des catholiques, de la police, de l'armée. Aujourd'hui l'ex-grand parti révolutionnaire tend la main aux partis de gauche, et même du centre, dans le but de profiter matériellement d'un afflux numérique, dans l'espoir moral de se faire une honorabilité bourgeoise. Sur ce dernier point, le Parti communiste n'a pas mal réussi ; la presse actuelle prouve que le curé, le bourgeois, le paysan ont tout à fait retouché l'image qu'ils se faisaient du communiste. Ils ont d'ailleurs raison : M. Thorez n'a pas caché que le communisme était maintenant un parti de gouvernement. En tous cas, ce genre de politique sous-entend, toujours, des arrière-pensées et des reniements.

Personne ne nous contredira si nous disons que la C.G.T., elle aussi, est devenue une organisation gouvernementale, tellement asservie à l'Etat bourgeois que les minorités naïves qui continuent à parler son premier langage, celui de la revendication et de la Révolution, font figure d'énigmatiques et s'exposent à être traitées de « diviseurs ». Tout le monde sait pourtant qu'il existe des courants syndicaux et que, plus profondément encore, au niveau des usines, de la masse travailleuse, de la masse mobilisable, il y a du mécontentement sinon de l'agitation. Mais c'est justement parce que des voix discordantes s'élèvent et troublent le chœur qu'on veut faire chanter en l'honneur du TRAVAIL et de la GUERRE, que les dirigeants et les groupes de trahison essaient de poser sur cette cacophonie la sourdine de l'Unité.

Nous n'attribuons pas grande valeur à ce genre d'unité qui est un simple trompe-l'œil, un grand filet de camouflage. Elle est artificielle, superficielle, elle n'a qu'une valeur tactique. Elle consiste à je-

Problèmes Essentiels

ter, face à l'adversaire, des masses hétéroclites, roulées dans une vague de haine et de patriotisme. Elle ne résoud aucune opposition dans son sein et prépare bien des chutes et des désillusions. Les sectes chrétiennes qui ont pourtant, disent-elles, le même Père, continuent à se critiquer et à se mépriser, malgré de persévérants Congrès d'unité. Déjà, nous voyons s'effacer, dans la grisaille de rivalités médiocres, l'auréole de la Résistance. A l'échelle gouvernementale et parlementaire, on sait ce que donnent les ministères de coalition et les « Fronts populaires ». L'avantage reste toujours au plus malhonnête ou au plus réactionnaire. Enfin, actuellement, nous voyons quelles inconciliables rivalités couvent dans le bloc des Nations Unies.

On peut discuter du bien-fondé à accepter, par opportunisme, certaines alliances pour abattre un véritable ennemi. Or, l'Allemagne prise en bloc nous semble un mythe trompeur inventé, d'une part, par Hitler pour effrayer ses adversaires et fanatiser son armée, d'autre part, par les Alliés pour justifier l'atroce traité de vengeance qu'ils préparent. Plus que jamais, sans doute, l'Allemagne est déchirée, divisée, ne serait-ce qu'entre une minorité organisée de bourgeois et une masse confuse de victimes. C'est aussi parce que nous rejetons la thèse de la responsabilité du peuple allemand dans son ensemble que nous restons sur nos positions de classe. Mais ici, qu'on nous permette de bien préciser

Nous ne sommes nullement adversaires de l'ordre, ni de l'unité. Malheureusement, la société actuelle n'offre qu'une caricature de l'ordre. L'économie capitaliste entraîne les conflits d'intérêts compliqués de luttes morales et idéologiques. C'est la jungle humaine où s'affrontent les sexes, les classes, les pays, les continents. Il existe bien une unité profonde, mal connue, occulte : la haute finance internationale, qui tient les ficelles du Guignol. Elle fait et défait les Etats, les unit ou les divise en blocs impérialistes, au gré de ses intérêts. Elle joue son jeu de massacre très au-dessus des fourmilères humaines, des peuples divisés en nations. Son machiavélisme consiste à entretenir les divisions entre ses victimes, afin d'en faire ses masses de manœuvre au moment voulu.

Face à cet ennemi anonyme, la classe ouvrière internationale doit reprendre conscience de son unité, retrouver une volonté d'action commune. Il ne s'agit plus ici de sentiments, mais de faits. La similitude de condition des exploités du monde entier doit être la base de la solidarité internationale, face à la réalité des agissements capitalistes. Voilà de quelle unité nous sommes partisans. Non plus une unité de structure verticale allant du haut en bas de l'échelle sociale, mais une unité de structure horizontale, rappelant aux opprimés des pays fascistes, démocratiques ou coloniaux l'ancien mot d'ordre du Parti communiste, le mot d'ordre révolutionnaire par excellence : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Qu'on ne nous dise pas que nous semons la discorde, car nous sommes persuadés que notre attitude et notre position sont les seules bases psychologiques et politiques de la paix mondiale.

Pensée, Formes et Sons

Pensée...

La mort de Varlin.

Les « nouveautés » nous laissant encore quelque répit de par leur inexistence même, nous préférons à des analyses inutiles reproduire un extrait de Lissagaray, « Histoire de la Commune de 1871 », p. 179, sur Varlin dont nous parlons par ailleurs :

Le Mont des Martyrs n'en a pas de plus glorieux. Qu'il soit, lui aussi, enseveli dans le grand cœur de la classe ouvrière ! Toute la vie de Varlin est un exemple. Il s'était fait tout seul, par l'acharnement de la volonté, donnant, le soir, à l'étude les maigres heures que laisse l'atelier, apprenant, non pour se pousser aux honneurs comme les Corbon, les Tolain, mais pour instruire et affranchir le peuple. Il fut le nerf des associations ouvrières de la fin de l'Empire. Infatigable, modeste, parlant très peu, toujours au moment juste, et, alors, éclairant d'un mot la discussion confuse, il avait conservé le sens révolutionnaire qui s'émousse souvent chez les ouvriers instruits. Un des premiers au 18 mars, au labeur pendant toute la Commune, il fut aux barricades jusqu'au bout. Ce mort-là est tout aux ouvriers. »

...Sons

La Musique à la Radio.

La radio est le meilleur moyen dont on puisse disposer pour faire goûter aux auditeurs les plus isolés ce que leur éloignement de la cité les met dans l'impossibilité de voir de près. Cependant que tel rural, bien qu'éloigné de la ville, peut avoir des goûts aussi élevés que le citadin qui a le privilège de pouvoir assister à des manifestations musicales.

Excellent moyen, donc, de faire connaître à un vaste public les plus belles œuvres et de satisfaire, voire même d'éduquer, celui-ci de façon peu onéreuse.

C'est en tenant compte de ces considérations que nous déplorons la pauvreté des programmes musicaux actuels de la radiodiffusion française. De temps en temps, un concert symphonique retransmis, vient en relever la qualité. L'Orchestre de la Radiodiffusion donne, lui aussi, des concerts remarquables, mais en trop petit nombre.

La musique de chambre a droit à une place appréciable ; et ce n'est pas d'elle que nous devons nous plaindre le plus.

Les Libertaires et le Problème social.

Nous nous excusons auprès de nos amis et lecteurs qui nous ont commandé cette brochure et ne l'ont pas encore reçue. Seul, le manque de papier en est la cause. Elle est sur le marbre et devrait déjà être sortie. Nous demandons donc à tous de bien vouloir patienter. Les expéditions seront faites aussitôt le tirage qui ne saurait tarder.

Les Jeunesses sont réformées

Une nouvelle qui réjouira particulièrement nos jeunes camarades, mais qui également satisfera beaucoup de nos amis, Les Jeunesses libertaires s'organisent.

Que tous ceux que cette activité intéressent se mettent en rapport avec la Fédération. 145, Quai de Valmy, Paris (10°)

La musique de scène est loin d'être aussi bien partagée. Certes, nous ne négligeons pas certaines émissions de bon goût allant de Saint-Saëns (« Samson et Dalila ») à Offenbach, dont la musique légère et volontiers bouffonne est pleine de saveur. Mais, dans l'ensemble, on pourrait faire beaucoup mieux.

Où la radio est au-dessous de tout, c'est en matière de musique de charme. A croire que ceux qui sont chargés d'établir les programmes ont pour mission de développer dans le public les goûts les plus douteux. Dans le but évident de lancer des vedettes, on impose aux auditeurs les voix les plus déplaisantes qui se puissent entendre. André Claveau, que nous ne regrettons pas, a beaucoup d'émules ; et cela est triste...

La mélodie est très à la mode actuellement à la radio, un peu trop pour nous — du moins dans la qualité que l'on nous sert.

Les amateurs de jazz sont servis ; beaucoup, pour eux, d'interprètes américains ou anglais et surtout beaucoup de disques...

Mais, n'ignorant point ce qui différencie le jazz dit pur du jazz commercial, et sachant que l'un et l'autre ont des partisans farouches, nous ne prendrons pas parti.

P. S. — A cette même place, dans notre dernier numéro, une malencontreuse coquille nous a fait dire : « Pas de Jean-Sébastien Bach ni de Wagner. » C'est : « Peu de Jean-Sébastien Bach ou de Wagner » qu'il fallait lire.

...Formes

Le Champagne coule à flot sur les Rétrospectives.

Il s'agit de faire monter les prix de cette « peinture dégénérée » que repoussaient les Allemands. A la Galerie de France, le tableau payé à Soutine 5.000 fr. avant guerre, ce qui, de son vivant, suffisait à ce qu'il ne meure pas de faim, est à 300.000. Chacun sait, à part de rares exceptions, que la courbe ascendante des prix de la peinture va de pair avec la putréfaction de l'artiste mort, le tout chanté par une littérature mythique où le mot génie foisonne à toutes les pages.

Quand donc les peintres comprendront-ils qu'ils peuvent avantageusement se débarrasser de cette vermine provisoire : le marchand ?

A NOS LECTEURS

Quelques-uns de nos lecteurs nous ont adressé leur avis sur le contenu et la présentation des deux précédents numéros. Nous aimerions voir cette mesure se généraliser. De même, nous désirons savoir ce qu'ils pensent de la pratique de l'anonymat des articles que nous avons adoptée.

Adresser les réponses au journal : 145, quai de Valmy, Paris (10°).

MISE AU POINT

Dans notre numéro du 15 février 1945, nos lecteurs ont pu lire un communiqué faisant état du Comité de Coordination syndicale et de la Fédération syndicale française.

C'est par suite d'une erreur dans laquelle nous ne sommes pour rien que ces deux titres d'organisation se trouvent mêlés et paraissent se compléter.

Quoi qu'il en soit, nous devons préciser que si nous publions des communiqués provenant de secteurs ouvriers que l'on nous demande d'insérer, ceux-ci n'engagent en rien la ligne du Mouvement Libertaire ou de son organe.

En matière syndicale, notre position, non équivoque, est la suivante : œuvrer au sein de la C.G.T.

CONDITIONS D'ABONNEMENT

6 mois (12 numéros)... 36 fr.
1 an (24 numéros)... 67 fr.

Adresser toute correspondance concernant l'Administration et la Rédaction du « Libertaire » :

145, Quai de Valmy - PARIS-X°

G. C. P. Louis HAAS, 3585-80 Paris

SOUSCRIPTION POUR LE LIBERTAIRE

Des listes de souscriptions pour notre journal sont en circulation. Pour des raisons que le lecteur comprendra, nous ne les publions pas. En conséquence, tout souscripteur isolé voudra bien adresser son versement à : Louis Haas, 145, quai de Valmy. Paris-X°. C. C. P. 35-85-80. Paris. Le versement ainsi effectué sera suivi d'un accusé de réception — avec reçu — adressé au souscripteur par l'Administration.

Attention !

Nouvelle adresse

Nous prions nos lecteurs de bien tenir compte de notre nouvelle adresse : 145, Quai de Valmy. (Métro : Gare de l'Est).

AMNISTIE !...

Qu'est-il devenu ce grand mot dont ont retenti tous les chaos qui ont secoué l'histoire ? Ce mot qui fait table rase des haines passées, qui ouvre les frontières, qui vide les géolés et qui donne un sens humain, réel, véritable aux changements sociaux proclamés du haut des tribunes.

Si sceptique que l'on puisse être devant un avenir particulièrement lourd, si blasé que l'on soit des gouvernements passés, présents et à venir, on était en droit de penser qu'une amnistie allait intervenir, que les emprisonnés des Daladier, Hitler et Pétain avaient payé d'assez d'années de cachot leur crime d'être restés fidèles à leur pensée.

Car — et c'est là un trait de l'impotence, omnipotente et indéfectible administration, l'on pourrait compter parmi ces prisonniers des hommes condamnés pour rébellion contre Vichy et Hitler.

Ainsi, le gouvernement change et le geôlier reste en place ; quant au détenu, il ne connaîtra la nouvelle liberté survenue que par les échos qui franchiront les grilles de sa prison.

On a tout juste pris une vague mesure touchant ceux qui ont rendu des services de la Résistance. Formule imprécise

et facile, porte ouverte aux cas d'exception comme à la plus criante inégalité.

Non, ce n'est pas cela l'amnistie, ce n'est pas le passe-droit pour certains hommes auxquels il fallait refaire une virginité.

L'amnistie, c'est la lumière pour tous, pauvre ou riche, inconnu ou célèbre, terrassier ou ministre.

Amnistie totale, sans réserve, sans restrictions, pour les insoumis comme pour les révolutionnaires, pour les objecteurs de conscience comme pour les camarades étrangers. Amnistie pour tous !

Et, pour ceux dont le patriotisme est chatouilleux, et qui protesteraient contre une telle mesure de clémence, qu'ils songent aux magnats et aux hauts dignitaires, coupables des pires compromissions avec l'occupant et qui sont toujours en place ! Puisqu'il existe tant d'indulgence pour ceux-ci, ne pourrait-il exister un peu de justice pour ceux-là ?

Ce n'est que lorsque ce grand geste, qui délivre le présent du passé, aura été accompli que certains mots dévalorisés pourront reprendre cours.



LE SYNDICALISME



Réformes de Structure, ou institutions nouvelles ? Nationalisations ou Socialisations ?

II. — "Réalisations"

Conséquences de la guerre dans l'évolution capitaliste américaine

La guerre a provoqué un accroissement intensif de la production. M. Callender, du « New York Times », apporte les précisions suivantes :

« La production de guerre, en 1944, est en hausse de 80 pour cent sur celle de 43. Les plus forts accroissements sont relatifs à la sidérurgie, passée de l'indice 100 (1938-39) à 255 en 44, et à l'industrie chimique, passée de 100 à 460. »

Cela ne s'est pas fait sans un changement d'appréciation des faits économiques. Nulle part, plus qu'aux U.S.A., les trusts ont de l'influence, et ce, malgré les lois Sherman et Cletton, dites « lois anti-trusts ». M. Henry Wallace a bien pu stigmatiser, le 11 septembre 1943, à Chicago, le « supergouvernement secret des trusts », qui a usurpé la souveraineté du peuple. Il pouvait bien ajouter que les cartels internationaux étranglent la production, usent de manœuvres déloyales à l'égard de leurs adversaires et pratiquent des méthodes qui conduisent à la guerre. En fin de compte, les trusts ont eu la dépouille (politique) du vice-président, et l'ont évincé.

M. A. Johnston, président de la Chambre de Commerce des U.S.A., pouvait bien donner à la délégation soviétique qui l'accueillit à Moscou sa définition du fascisme, donc de l'antifascisme :

« Un fasciste pense que les industries privées d'un pays doivent être confondues dans un cartel monopolisé sous la direction d'un « Führer ». Mais cela, c'est exactement ce qu'un industriel américain normal ne pense pas. »

Il n'empêche qu'un important secteur de la production est actuellement directement sous le contrôle de l'Etat, usines construites pour accroître la production et dont voici les principales : 534 usines d'aviation, moteurs et pièces détachées, 84 d'aluminium, 35 de raffineries de pétrole, 116 de machines-outils, 164 métallurgiques, 60 de caoutchouc synthétique, etc., etc.

Il y aura donc, demain, un problème des nationalisations aux U.S.A., à moins que les industries privées ne l'emportent sur l'Etat et ne se fassent attribuer ces usines.

D'autre part, les comités d'entreprises, obligatoires depuis la loi Wagner de 1937, et constitués uniquement en vue d'augmenter la production, ne désireront-ils pas subsister et étendre leur influence ? Il est difficile de répondre ; néanmoins, les U.S.A. auront à faire face à d'importants problèmes économiques après la guerre. Il leur faudra pourvoir à 56 millions d'emplois (10 millions de plus qu'en 1940), plus 700.000 annuellement, pour tenir compte de l'augmentation de la population laborieuse.

En Angleterre.

Les comités d'entreprises existent également en Angleterre. Ils avaient déjà vu le jour (Works Committees) au cours de la guerre précédente, mais ne subsistèrent pas.

Les « Joint Production Committees » actuels proviennent de deux accords : l'un du 26 février 1942, pour les usines d'Etat ; l'autre, du 8 mars 42, pour les usines privées, ceci pour les usines de plus de 150 ouvriers.

Mais là aussi ils n'ont qu'un rôle d'accélération de la production. L'accroissement du rendement est leur préoccupation dominante.

En France.

C'est sur le vu de ces deux expériences que sont nés, à Alger d'abord (22 mai 1944), puis à Paris (25 janvier 1945), les comités mixtes à la production. Leur champ d'action est le même que ceux des U.S.A. et de l'Angleterre, en ce qui concerne l'Aéronautique (Alger) et les arsenaux de la Marine (Paris).

« Le personnel est invité à collaborer efficacement à ces différents comités par un système de récompenses et d'avancement, les bonnes suggestions étant, d'autre part, portées, par voie d'affichage, à la connaissance de l'ensemble du personnel. » (« Le Peuple ».)

Néanmoins, on doit reconnaître qu'un effort plus sérieux (?) a été fait en France, avec le projet Parodi.

Les comités d'entreprises prévus par ce projet sont délibératifs, pour les questions sociales, et seulement consultatifs pour les questions professionnelles.

Ainsi, on reconnaît que ce comité est « capable » de gérer les fonds sociaux, mais on lui dénie la même capacité en matière corporative !

Depuis 1918, la C.G.T. réclamait des comités de « gestion », avec participation aux bénéfices. On lui offre des comités consultatifs, et elle s'en satisfait !

Ainsi, partout, dans ces trois pays, le même leitmotiv revient.

Augmenter la production, recruter des cadres que l'on puisse extraire de la classe ouvrière, sans espoir de retour.

Mais, patience, Juin 36 ne s'est pas fait « sur l'ordre » des bonzes ; le mouvement est sorti spontanément de l'action des masses. J'ai bon espoir que là encore les travailleurs sauront dépasser, dans les faits, les institutions juridiques dont on veut les ligoter.

Mais, en cas de dépassement révolutionnaire de tous ces projets réformistes, dans quel sens doit se faire l'action ?

Nationalisations ou Socialisations

La solution ne réside pas dans la nationalisation d'un secteur partiel de l'économie, ce que l'on réclame actuellement. Elle ne réside pas non plus dans une nationalisation totale. Car, enfin, remplacer les propriétaires nationaux par des nations propriétaires ne pourra, en aucun cas, supprimer les causes de guerre qui sont la lutte pour les matières premières et la lutte pour les marchés. Car, actuellement, tous les problèmes sont à l'échelle mondiale.

Mieux, à quoi peut servir à la classe ouvrière de remettre entre les mains d'un Etat, contrôlé par la finance et l'industrie, la finance et l'industrie du pays ? Cela serait un simple paravent, commode pour continuer le petit jeu en honneur. Comme il n'y aurait pas réquisition, on continuerait à payer des dividendes (en cas de bénéfices). Et, en cas de pertes, l'Etat subviendrait aux besoins, l'Etat, c'est-à-dire les contribuables, nous.

Il faut exproprier purement et simplement tous les propriétaires et actionnaires. La société machiniste actuelle est en mesure d'allouer à chacun, à partir de 50 ans par exemple, une retraite substantielle. Ne pâtiront de cette mesure que ceux qui, moins âgés, ne travaillent pas du fait de leur naissance.

Ne pas remettre la gestion aux mains d'un quelconque administrateur-sequestre de l'Etat, homme de paille des expropriétaires, mais aux techniciens et ouvriers vivant de cette entreprise.

Mais il est certain que de telles questions demandent à être approfondies sérieusement, et je me propose d'y revenir par la suite, ainsi que sur la recherche du moteur des activités humaines : l'intérêt collectif contre le profit.

Le Syndicalisme en deuil.

Julien LE PEN

Dans le précédent numéro du « Libéraire », la terrible nouvelle nous étant parvenue trop tard, nous avons annoncé en quelques lignes le décès du militant syndicaliste Julien Le Pen. Nous ne pouvons laisser passer ce numéro sans parler de ce camarade dont la disparition est une perte cruelle pour le mouvement ouvrier.

Le nom de Le Pen est lié à l'histoire du mouvement syndical des trente dernières années. Après avoir débuté aux Jeunesses syndicalistes, nous le retrouverons, en 1917, au Comité de défense syndicaliste. Il nous rappelle les grandes batailles des Comités syndicalistes révolutionnaires en 1920 et 1921, dont il était un ardent animateur. On se souvient des interventions magnifiques qu'il fit au Congrès de Saint-Etienne, qui marqua la constitution de la C.G.T.U., au Congrès de Bourges et, enfin, dans tous les Congrès confédéraux où il ne manquait pas de dénoncer, parfois même avec véhémence, la carence des bonzes confédéraux et des Pouvoirs publics devant les problèmes sociaux. Partout, sur les chantiers, dans les « boîtes », il défendait âprement les conditions d'existence des prolétaires et paya souvent de sa personne. Il fut d'ailleurs arrêté et emprisonné lors de la grève générale au Havre, en 1922. Toujours à la pointe du combat, il fut secrétaire de la Fédération du Bâtiment en 1923-24. Il se dressait souvent contre l'emprise des partis politiques sur les Syndicats. On peut se souvenir de la position intransigeante qu'il prit lors des discussions sur l'unité syndicale, son expérience ayant su discerner les manœuvres politiques derrière cette grande embrassade.

Sous la botte nazie, il s'écarta des Dumoulin, Froideval et autres syndicalistes que nous connaissons bien et qui déployaient une activité répugnante dans les organismes de Vichy, pour continuer, malgré les difficultés, à défendre les intérêts des corporants du Bâtiment contre les exigences de l'occupant et des négriers à ses gages.

Les dernières Utopies de l'Économie Bourgeoise

La maîtrise que la bourgeoisie s'est assurée, au cours du dix-neuvième siècle, sur la production et les échanges, et la puissance politique qui en a été la conséquence, elle les a dues au système économique dit « libéral » ou du « laissez faire, laissez parler », dont l'économiste anglais Richard Cobden a exposé la théorie.

La guerre acharnée entre l'Angleterre et Napoléon avait eu pour résultat la destruction à peu près totale des flottes européennes, en même temps que s'était accrue démesurément la marine britannique. Avec les traités de 1815 et le retour de la paix, l'Angleterre se trouvait seule sur mer. Tout avait concouru à lui livrer sans partage l'empire de l'océan : le blocus continental, en l'excluant brutalement du marché européen, l'avait contrainte, pour compenser cette perte, à rechercher d'autres débouchés pour ses commerçants, recherche qu'avait grandement facilitée l'absence — forcée — des concurrents que le Corse mégalomane ruinait et paralysait avec son ahurissant système autarcique. L'Angleterre a pris ainsi sur les autres nations une avance qu'aucune de celles-ci n'a pu rattraper et ne rattrapera jamais.

Une objection vient tout de suite à l'esprit, à laquelle nous nous empressons de répondre : d'autres nations sont venues au capitalisme, ont construit des vaisseaux, se sont lancées dans l'impérialisme.

Ah ! si le salut de la bourgeoisie dépendait du tonnage de sa camelote ! Grandement injustifiées seraient alors les alarmes des économistes ; comme tout serait facile ! dès que se manifesteraient dans une nation les signes annonciateurs de l'usure et de la décadence, une nation plus jeune viendrait la relayer jusqu'au jour où cette dernière, déclinant à son tour, céderait la place à une plus jeune encore. Ainsi se trouverait vérifiée la théorie du « progrès illimité » dans laquelle s'exprimait tout l'orgueil de la bourgeoisie conquérante et que Marx avait définie dans sa formule célèbre : « L'Angleterre actuelle offre aux autres nations l'image de leur propre devenir. »

Par malheur pour les économistes — tant ceux de l'école officielle que ceux d'obédience marxiste — une crise catastrophique est survenue, quelques années avant la guerre, donnant une peu relui-

sante conclusion à la « prosperity for ever ».

Après avoir glorifié le machinisme libérateur, les hommes en sont venus à maudire la machine ; les crédits, à qui on avait confié la mission de réchauffer notre économie malade après 1914, les crédits gelèrent, et le déterminisme économique dut avouer son incapacité à déterminer quoi que ce fût. Sommés de produire leurs lumières, les spécialistes des questions économiques et financières, hormis quelques absurdités ronflantes, comme « l'inégale répartition de l'or » ou « le contrôle des changes », ne purent que confesser leur ignorance.

Si la bourgeoisie anglaise compte quelques hommes un tant soit peu clairvoyants, nous imaginons leur terreur à mesure que cette vérité s'impose à leur esprit : ce n'est pas le charbon du Lancashire qui a fait l'Empire britannique. L'Empire est le produit des circonstances historiques, donc il est avant tout un fait humain. Aussi longtemps que la bourgeoisie anglaise a eu des hommes passionnés de découvertes et de conquêtes, des commerçants avisés et entreprenants, des industriels et des financiers rompus à la pratique des affaires, elle a pu légitimement croire qu'elle maintiendrait sans peine son avance sur les autres nations ; ce n'est pas l'Amérique, avec sa civilisation sophistiquée et imprégnée de charlatanisme, ni la France toute préoccupée de bien-être matériel et de sécurité, qui eussent pu constituer un danger sérieux.

On ne peut pourtant s'empêcher de remarquer que la bourgeoisie anglaise commence à donner des signes inquiétants de lassitude. Elle n'a pu parvenir, elle le sait bien, à remonter le courant après la crise de 1914. Elle a peur des conséquences de la guerre présente et de sa faiblesse trop visible en face des redoutables problèmes sociaux et politiques de l'après-guerre. Pis que cela : elle semble avoir perdu la foi dans tout ce qui a fait sa grandeur. Champion traditionnel de la libre concurrence, elle a tenté, bien avant cette guerre, de faire de l'Empire un monde économique fermé. En vain d'ailleurs, comme devait le démontrer l'échec des Conférences impériales.

Le fait est maintenant prouvé : la bourgeoisie capitaliste mondiale — dont la bourgeoisie anglaise est l'avant-garde — est incapable de se renouveler. Un corps vieilli ne se rajeunit pas à volonté !

On a vu alors la bourgeoisie se raccrocher désespérément à tous les expédients qui se trouvaient à sa portée ou que lui suggéraient des idéologues en mal de plans. Jusqu'alors dominée par son monstrueux égoïsme et son individualisme antisocial, elle a découvert un beau jour les vertus du paternalisme et s'est crue capable de jouer un rôle d'« autorité sociale », elle qui, jusque-là, s'était énergiquement refusée à toute espèce de lien personnel.

Il ne pouvait être question pour nous de faire une critique de détail du plan Beveridge. C'est uniquement une critique de principe que nous avons voulu donner. Disons seulement qu'il s'agit d'un système d'assurances sociales applicable à la totalité de la population, toutes classes comprises, et où l'on retrouve un écho affaibli des théories communautaires chères au fascisme et au national-socialisme. La bureaucratie syndicale réformiste — éternelle mouche du coche — trouvera là, nous n'en doutons pas, une occasion de plus de se rendre indispensable et de justifier son rôle d'intermédiaire conciliant entre capitalistes et prolétaires. C'est ce qui semble aussi devoir se passer en France avec les Comités de gestion, d'ailleurs dépourvus de tout pouvoir réel.

La popularité que connaissent ces utopies nous obligent malheureusement à constater que, comme toujours, la classe ouvrière se modèle sur ses maîtres. Si ceux-ci renoncent à la concurrence parce qu'ils n'ont plus le courage de se battre, celle-là oublie sa vieille revendication contre la propriété en échange d'une sécurité médiocre et après tout contestable.

Nous ne conseillons pourtant pas aux syndicalistes révolutionnaires de se tenir à l'écart d'institutions nées d'une évolution malsaine. En y participant, ils auront l'avantage d'assister de près à la décomposition du régime — et au besoin en y donnant la main.

Car l'économie bourgeoise, le monde bourgeois, sont condamnés à mort. Que les charlatans, dispensateurs d'eau de jouvence et sauveurs de tout acabit le veuillent ou non, le capitalisme crèvera dans sa vieille peau.

Imprimerie Spéciale du
LIBERTAIRE, exécuté par un
groupe d'Ouvriers syndiqués.